



Conseil économique et social

Distr. limitée
23 mars 2011
Français
Original: anglais

Commission des stupéfiants

Cinquante-quatrième session

Vienne, 21-25 mars 2011

Point 3 de l'ordre du jour

**Directives de politique générale pour le programme
contre la drogue de l'Office des Nations Unies
contre la drogue et le crime et renforcement
du programme contre la drogue ainsi que
du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité
d'organe directeur, y compris les questions
administratives, budgétaires et de gestion stratégique**

États-Unis d'Amérique et Suède: projet de résolution*

Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

La Commission des stupéfiants,

Rappelant sa résolution 52/13 du 20 mars 2009, intitulée "Améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime", par laquelle elle a créé le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé des questions financières et de gouvernance, afin de poursuivre l'objectif commun consistant à améliorer la performance et l'efficacité de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

* Soumis sur recommandation du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément à la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants et à la décision 2009/251 du Conseil économique et social.



Rappelant également la décision 2009/251 du Conseil économique et social en date du 30 juillet 2009, intitulée “Fréquence et durée des reprises des sessions de la Commission des stupéfiants et de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale”, par laquelle le Conseil a décidé qu’à compter de 2010, la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale tiendraient chaque année une reprise de leur session durant le second semestre pour examiner, en application de la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants, les rapports et les recommandations du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d’améliorer la gouvernance et la situation financière de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Rappelant en outre qu’elle a, dans sa résolution 52/13, souligné que le groupe de travail, lors de ses réunions officielles et informelles, devrait constituer un cadre de dialogue entre les États Membres ainsi qu’entre les États Membres et le Secrétariat sur l’élaboration des programmes de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Réaffirmant son rôle de principal organe de décision des Nations Unies pour les questions ayant trait à la lutte internationale contre la drogue et d’organe directeur du programme contre la drogue de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime,

Réaffirmant également les résolutions du Conseil économique et social 2009/23 du 30 juillet 2009, intitulée “Appui à l’élaboration et à l’application des programmes régionaux de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime”, 2010/17 du 22 juillet 2010, intitulée “Réorganisation des fonctions de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et modifications du cadre stratégique”, et 2010/20 du 22 juillet 2010, intitulée “Appui à la définition et à la mise en œuvre d’une approche intégrée de l’élaboration de programmes à l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime”, ainsi que sa propre résolution 52/14 du 2 décembre 2009, intitulée “Budget du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues pour l’exercice biennal 2010-2011”,

Rappelant la résolution 64/243 de l’Assemblée générale, en date du 24 décembre 2009, intitulée “Questions relatives au projet de budget-programme pour l’exercice biennal 2010-2011”, au paragraphe 85 de laquelle l’Assemblée s’est déclarée préoccupée par la situation financière globale de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et a prié le Secrétaire général de présenter dans son projet de budget-programme pour l’exercice biennal 2012-2013 des propositions visant à garantir à l’Office des ressources suffisantes pour lui permettre de s’acquitter de son mandat,

Préoccupée par la situation de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour ce qui est des questions financières et de gouvernance, et consciente que ces questions doivent être traitées de toute urgence de manière pragmatique, axée sur les résultats, efficace et coopérative,

1. *Prend* note des travaux et du rapport sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d’améliorer la

gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, conformément à sa résolution 52/13¹;

2. *Exprime ses remerciements* aux coprésidents du groupe de travail pour ce qui a été accompli et au Secrétariat pour l'aide qu'il a fournie au groupe de travail, notamment en le renseignant sur la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et en tenant des réunions d'information et des présentations sur les différents programmes thématiques et régionaux, et sur les questions d'évaluation et de contrôle, et prie le Secrétariat de continuer d'apporter au groupe de travail le concours requis, dans la mesure des ressources limitées dont il dispose;

3. *Se félicite* de la pratique établie consistant à prévoir pour le groupe de travail un calendrier des réunions et un programme de travail clairs, ainsi que des autres mesures qui ont été prises pour améliorer le fonctionnement et l'efficacité du groupe de travail, et demande à ce que, pour chaque réunion, un ordre du jour provisoire soit distribué raisonnablement à l'avance, accompagné de tous les documents pertinents;

Stratégie à moyen terme pour la période 2012-2015

4. *Prie* le Secrétariat et le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime d'élaborer, pour faire suite à la stratégie de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour la période 2008-2011², une stratégie actualisée pour la période 2012-2015 dont elle serait saisie à la reprise de sa cinquante-quatrième session, et qui serait présentée à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à la reprise de sa vingtième session, au second semestre 2011;

5. *Demande instamment* au Secrétariat de continuer de veiller à ce que cette stratégie actualisée, approuvée par les États Membres et prise en compte dans les cadres stratégiques portant sur les exercices biennaux 2012-2013 et 2014-2015, oriente la formulation d'objectifs clairement définis, de meilleures échéances et d'indicateurs de succès qui permettent de mesurer des points de vue tant qualitatif que quantitatif les incidences de l'action de l'Office dans le strict respect des résolutions de l'Assemblée générale relatives à la budgétisation axée sur les résultats;

Évaluation et contrôle

6. *Rappelle* qu'elle a, dans sa résolution 52/14 du 2 décembre 2009, décidé que le budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2010-2011 devrait prévoir des montants suffisants pour la mise en place d'un groupe de l'évaluation pérenne, efficace et fonctionnellement indépendant, se félicite de la nomination du chef du Groupe de l'évaluation indépendante, prie instamment le Secrétariat de faire appliquer promptement la résolution 52/14 afin que, sans plus attendre, les effectifs du Groupe soient au complet et que celui-ci devienne pleinement opérationnel, et invite le Groupe à

¹ E/CN.7/2011/9-E/CN.15/2011/9.

² Résolution 2007/12 du Conseil économique et social, annexe.

concentrer son attention sur l'exécution, la performance et les résultats des programmes thématiques et régionaux et à poursuivre ses consultations avec le groupe de travail à ce sujet;

7. *Demande* au Secrétariat de promouvoir une culture de l'évaluation dans l'ensemble de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, d'intégrer le recours aux outils de surveillance et d'évaluation pertinents à la planification et à l'exécution des programmes, de former les fonctionnaires au Siège de l'Office et dans ses bureaux extérieurs, selon qu'il conviendra et en fonction des ressources disponibles, et de lui faire part, à la reprise de sa cinquante-quatrième session, des mesures prévues et prises à cet égard;

8. *Demande également* au Secrétariat de mettre les rapports du Groupe de l'évaluation indépendante, y compris son rapport annuel, à la disposition de tous les États Membres longtemps avant la partie de session que la Commission tient au premier semestre, afin de s'assurer que ceux-ci sont bien au fait des activités et des constatations du Groupe et de promouvoir la transparence;

9. *Prend note* du rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Examen de la gestion et de l'administration de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime"³ et prie le groupe de travail d'examiner de manière approfondie, dans le cadre de son mandat, les observations et recommandations qui y sont formulées, de manière à lui présenter des recommandations en conséquence à la reprise de sa cinquante-quatrième session, et d'en saisir également la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à la reprise de sa vingtième session, au second semestre de 2011;

10. *Prie* le groupe de travail de réfléchir à la possibilité de créer, si possible avant la fin 2011, un système interne permettant de suivre l'exécution des recommandations faites par les organes de contrôle compétents, à savoir le Bureau des services de contrôle interne, le Corps commun d'inspection, le Comité des commissaires aux comptes et le Groupe de l'évaluation indépendante, et de lui faire rapport à la reprise de sa cinquante-quatrième session;

Promotion d'une approche-programme intégrée

11. *Salue* les progrès réalisés dans l'élaboration et la mise en place, conformément au mandat de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et en consultation permanente avec les États Membres, d'une approche-programme intégrée comprenant des programmes thématiques et régionaux dans le cadre desquels l'Office mène ses activités normatives et d'assistance technique, et prie le Directeur exécutif de l'Office de continuer de présenter ces programmes thématiques et régionaux au groupe de travail, de maintenir parmi ses premières priorités la mise en place d'une approche-programme intégrée et de continuer de l'appuyer à travers la promotion des programmes régionaux et thématiques, de lui présenter un rapport sur les progrès réalisés à la reprise de sa cinquante-quatrième session, et d'en saisir également la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à la reprise de sa vingtième session, au second semestre de 2011;

³ JIU/REP/2010/10.

Mesures visant à améliorer la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

12. *Exhorte* tous les États Membres à fournir à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime tout l'appui financier et politique possible, en élargissant sa base de donateurs et en augmentant leurs contributions volontaires, surtout celles versées à des fins générales, afin de lui permettre de poursuivre, d'élargir, d'améliorer et de renforcer ses activités opérationnelles et de coopération technique, dans le cadre de son mandat, et rappelle la résolution 65/233 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2010, dans laquelle l'Assemblée a recommandé qu'une part suffisante du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies continue d'être allouée à l'Office pour lui permettre de mener à bien, de manière cohérente et régulière, les tâches qui lui étaient confiées;

13. *Prie* le Secrétariat d'améliorer encore, concernant l'exécution des programmes, la communication d'informations axées sur les résultats et orientées vers les réalisations, afin de renforcer la transparence ainsi que la confiance que les États Membres ont dans les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la mesure dans laquelle ils se les approprient politiquement, pour réduire l'affectation des contributions à des fins spéciales;

14. *Encourage* les États Membres qui sont en mesure de le faire à allouer une part de leurs contributions aux fonds à des fins générales, afin de maintenir un équilibre durable entre les fonds à des fins générales et les fonds à des fins spéciales;

15. *Invite* les États Membres à envisager de verser des fonds à des fins génériques à l'appui des programmes régionaux et thématiques, afin d'introduire une certaine souplesse dans le système de financement, toujours alimenté principalement par des contributions à des fins spéciales;

16. *Se félicite* que certains États Membres aient récemment décidé de faire, sur une base volontaire, des annonces de contributions à des fins générales et à des fins spéciales d'un montant indicatif pour une période biennale ou pluriannuelle, et encourage tous les États Membres qui sont en mesure de prendre de tels engagements sur deux ans ou plus d'envisager de suivre cette nouvelle pratique, en s'alignant de préférence sur le cycle budgétaire biennal de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en vue d'accroître la prévisibilité et la stabilité du financement de l'Office;

17. *Prie* le Secrétariat de veiller, face aux difficultés financières que connaît l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et en particulier à la lumière de la diminution des contributions à des fins générales, à ce que le montant perçu au titre de l'appui aux programmes ne représente pas moins que le taux standard recommandé de 13 %, compte dûment tenu de l'Accord-cadre financier et administratif entre la Communauté européenne, représentée par la Commission des communautés européennes, et les Nations Unies;

18. *Prie également* le Secrétariat d'appliquer des critères transparents et uniformes en ce qui concerne le montant perçu au titre de l'appui aux programmes, de poursuivre les consultations avec le groupe de travail à cet égard et de lui faire rapport sur la question à la reprise de sa cinquante-quatrième session;

19. *Invite instamment* le Secrétariat à formuler, en consultation étroite avec le groupe de travail, une stratégie de collecte de fonds qui permette d'élargir la base des donateurs, et encourage les États Membres à verser des contributions à des fins générales et à des fins spéciales;

20. *Encourage* les pays abritant des bureaux extérieurs de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime à étudier les moyens de continuer de les soutenir de manière adéquate, et invite le groupe de travail à discuter encore des moyens d'encourager ces pays à verser des contributions volontaires destinées à couvrir les frais de fonctionnement des bureaux de pays et de programme, en vue d'améliorer la viabilité financière du réseau de bureaux extérieurs de l'Office, et à lui faire rapport sur la question à la reprise de sa cinquante-quatrième session;

Améliorer le rôle d'organe directeur et le fonctionnement de la Commission

21. *Recommande*, dans le but d'améliorer son rôle d'organe directeur et son fonctionnement, ainsi que l'application effective et satisfaisante de ses décisions, ce qui suit:

a) La Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devraient tenir des reprises de session conjointes dont l'ordre du jour se limiterait aux points inscrits à l'ordre du jour de chaque Commission au titre du débat consacré aux activités opérationnelles, l'objectif étant de donner à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime des orientations de politique intégrées concernant les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique et, à cet égard, la pratique consistant à tenir des reprises de session se suivant immédiatement mais distinctes devrait être maintenue afin de permettre à la Commission des stupéfiants et à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale d'examiner les points inscrits à leur ordre du jour respectif au titre du débat consacré aux questions normatives;

b) Le groupe de travail devrait étudier les moyens d'assurer que les orientations adressées à l'Office lui sont fournies de manière intégrée;

c) Les États Membres sont encouragés à déposer et examiner les projets de résolution longtemps avant la partie de session que la Commission des stupéfiants tient au premier semestre, afin que celle-ci soit en mesure de prendre des décisions éclairées; ces discussions préliminaires ne sauraient en aucun cas faire obstacle aux travaux de la Commission ni s'y substituer;

d) Chacun des documents de travail dont la Commission est officiellement saisie devrait comprendre un résumé et une présentation claire des mesures à prendre;

e) Toute recommandation du groupe de travail devrait être mise à la disposition de tous les États Membres longtemps avant la partie de session que la Commission tient au premier semestre et devrait être examinée par cette dernière;

f) Le Secrétariat devrait, par l'intermédiaire du groupe de travail, le cas échéant, présenter à la Commission à la partie de session qu'elle tient au premier semestre, pour examen, un rapport court et concis sur la suite donnée aux résolutions.